

Observatoire Des Entreprises des Vosges

Baromètre semestriel de conjoncture

2ème semestre 2006

Observatoire Des Entreprises des Vosges

Baromètre de conjoncture

2ème semestre 2006

SOMMAIRE

Méthodologie	4
Résultats d'ensemble	5
Le niveau d'activité	
La situation financière	
L'emploi	
L'investissement	
Prévisions à 6 mois	
Résultats par secteurs d'activité	9
Le niveau d'activité	
L'emploi	
L'investissement	
Résultats par tranche d'effectifs	10
Le niveau d'activité	
L'emploi	
L'investissement	
ODEV actualité	11
• L'attractivité de la nouvelle ligne TGV Est Européen	
ODEV thématique :	13
• L'ingénierie financière : mesure des pratiques des entreprises vosgiennes en matière de financement ; les difficultés rencontrées et les services demandés	

Méthodologie

L'Observatoire Economique des Vosges est une émanation de l'ODEL (Observatoire Des Entreprises de Lorraine) mis en place par la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Lorraine. Les résultats présentés dans cette étude sont issus d'une exploitation des données, relatives au département des Vosges, à partir de la 30ème enquête semestrielle de conjoncture.

Un échantillon de 1 050 entreprises vosgiennes, de 5 salariés et plus des secteurs de l'industrie, du BTP, du commerce et des services marchands, a été sondé du 15 décembre 2006 au 20 janvier 2007. Les traitements ont été effectués sur la base de 188 réponses, ce qui représente un taux de retour de 18 % des entreprises interrogées.

Les entreprises répondantes emploient au total environ 10 200 salariés.

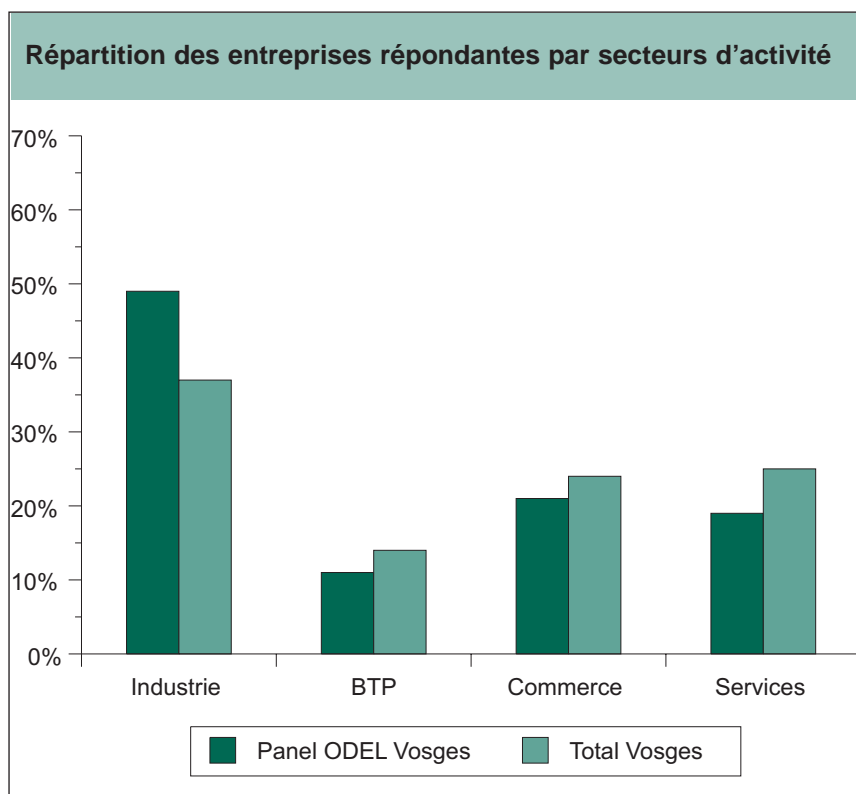
Un redressement a été effectué afin d'assurer une bonne représentativité du panel des répondants par secteurs d'activité et par taille d'établissements.

Les analyses de cette observation sont donc à considérer non seulement pour les entreprises du panel mais pour l'ensemble des entreprises du département répondant aux critères de l'enquête.

Chaque série d'indicateurs du baromètre est pondérée par le poids de l'entreprise en effectif salarié. Les indices sont exprimés sous forme de soldes représentant la différence entre le pourcentage des réponses indiquant une amélioration et celui témoignant d'une détérioration.

Ces renseignements d'ordre qualitatif ne prétendent pas se substituer aux indicateurs macro-économiques, mais permettent de savoir si, d'après le plus grand nombre de chefs d'entreprise interrogés, il y a eu amélioration, stabilité ou dégradation de la situation au cours de la période étudiée.

Outre qu'elles devancent, souvent largement, la parution des indicateurs statistiques " lourds ", les réponses des chefs d'entreprise permettent de mesurer précisément les fluctuations de l'activité économique et d'estimer son évolution à court terme.



Résultats d'ensemble

Le niveau d'activité

Conformément aux prévisions formulées par les chefs d'entreprise en juin 2006, le rythme de croissance de l'activité dans les Vosges a enregistré une nouvelle progression au second semestre 2006. En effet, 46 % des entreprises jugent actuellement leur niveau des ventes satisfaisant (+ 9 points par rapport au premier semestre 2006) contre 15 % d'avis défavorables. Cette évolution représente la meilleure valeur enregistrée depuis plus de cinq ans.

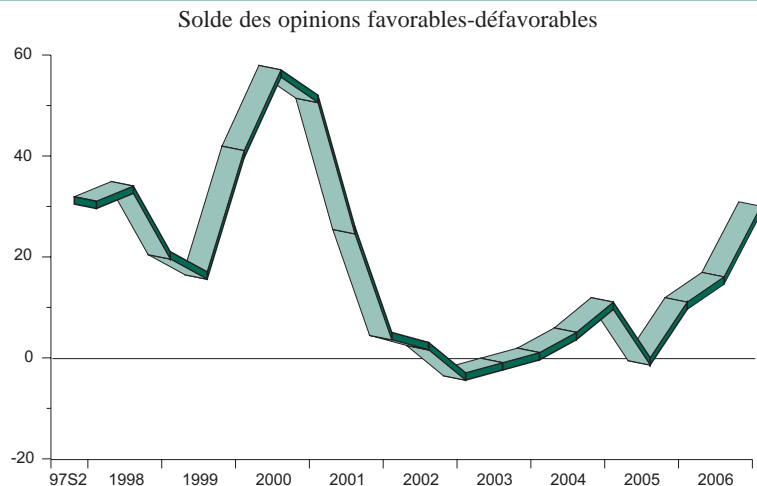
Le taux de croissance dans le département vosgien paraît légèrement inférieur à la moyenne régionale où l'amélioration conjoncturelle est signalée par 49 % des répondants.

Les ventes totales se sont nettement raffermies pour 34 % des entreprises contre 19 % d'avis opposés. La hausse de la demande en provenance des marchés extérieurs est également sensible ; elle est indiquée par 31 % des entreprises exportatrices contre un recul pour 17 % des répondants.

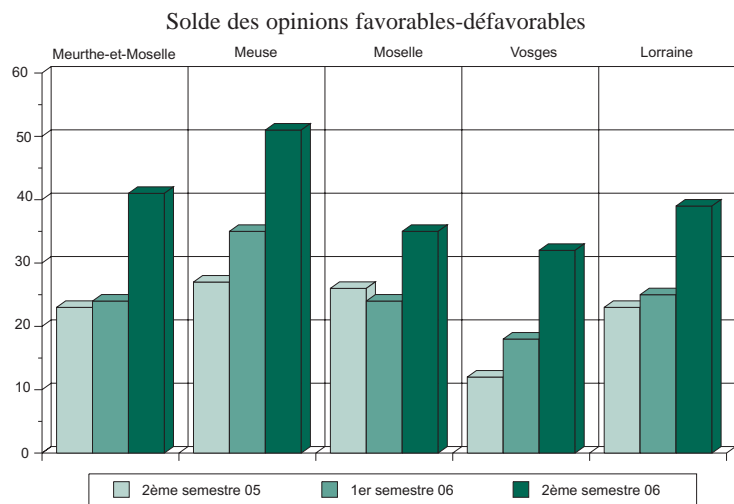
Les capacités de production sont davantage utilisées par 19 % des entreprises contre 16 % six mois auparavant. A l'inverse, la sous utilisation de l'outil de production n'est plus signalée que par 15 % des répondants (30 % auparavant).

Les stocks de produits finis demeurent bien maîtrisés pour une large majorité (74 %) et les carnets de commandes sont en amélioration constante. Ils s'étoffent pour une entreprise sur quatre et atteignent un niveau moyen pour la moitié des répondants.

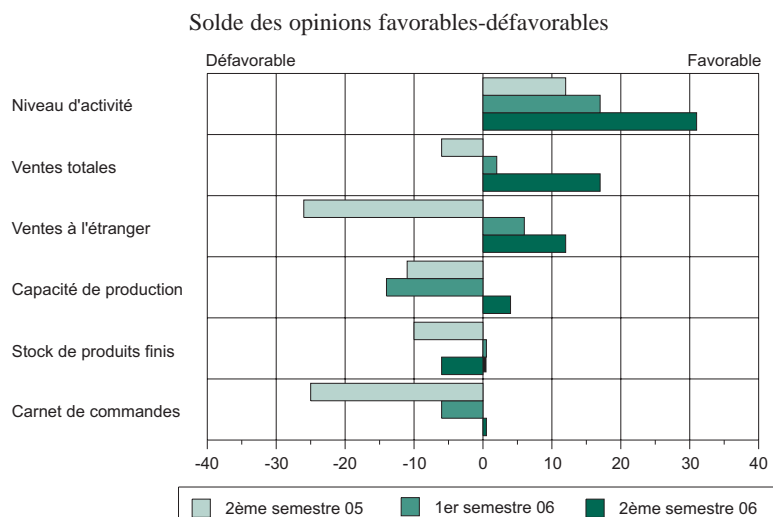
Evolution du niveau d'activité des entreprises vosgiennes



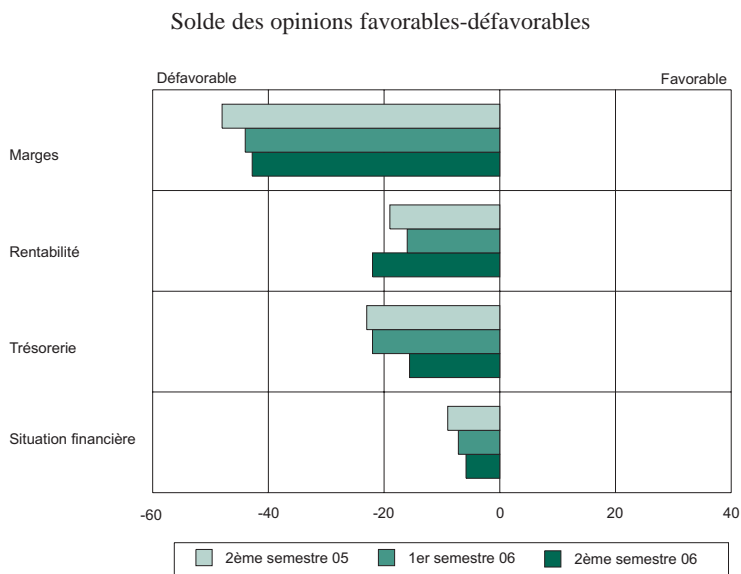
Evolution du niveau d'activité dans les départements lorrains



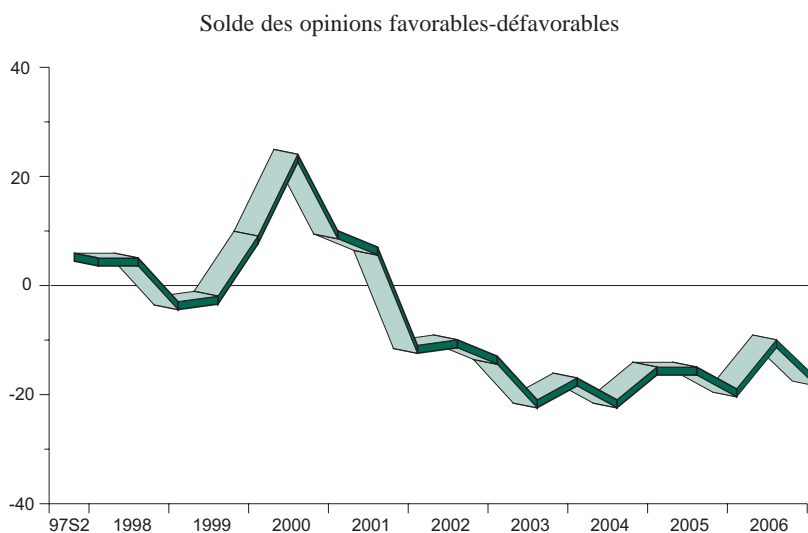
Evolution de l'activité des entreprises vosgiennes



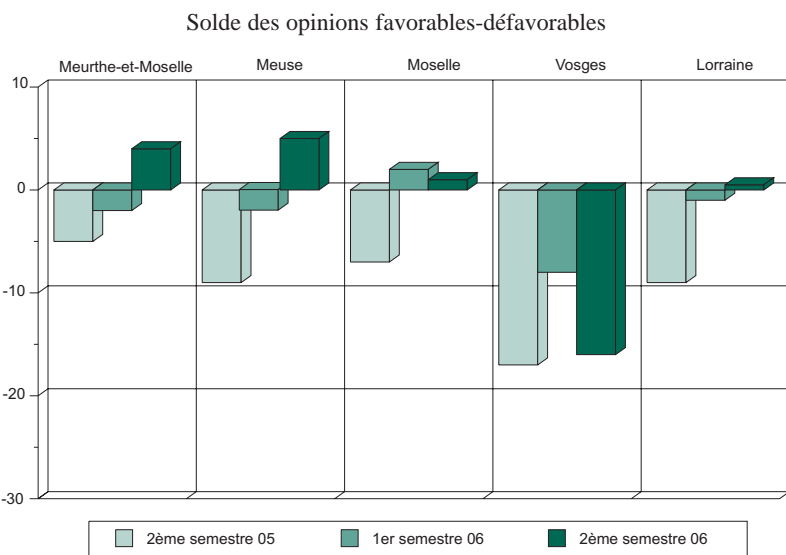
Evolution de la situation financière des entreprises vosgiennes



Evolution de l'emploi dans les entreprises vosgiennes



Evolution de l'emploi dans les départements lorrains



La situation financière

Les indicateurs financiers restent orientés défavorablement. Les marges se réduisent pour 46 % des répondants et se stabilisent pour 40 %. La rentabilité demeure faible pour un tiers des entreprises contre seulement 12 % d'avis opposés (20 % en juin 2006). La trésorerie, malgré un solde toujours négatif, se retrouve moins fragilisée. Elle s'améliore pour 21 % des répondants contre 16 % auparavant.

La situation financière est pratiquement inchangée ; elle est jugée globalement moyenne avec 26 % des établissements qui déclarent une amélioration contre 31 % d'avis défavorables.

L'emploi

Malgré le net rebond de l'activité, la courbe de l'emploi s'est infléchie après l'amorce d'une tendance favorable.

Le solde des effectifs se dégrade et touche 23 % des entreprises (20 % six mois auparavant) contre un accroissement pour seulement 10 %. La stabilité prévaut dans 67 % des établissements.

Le recours au travail temporaire suit la tendance inverse avec, pour la première fois depuis plusieurs années, une hausse enregistrée par 20 % des répondants contre une réduction de l'appel à l'intérim dans 17 % des établissements (29 % au premier semestre 2006).

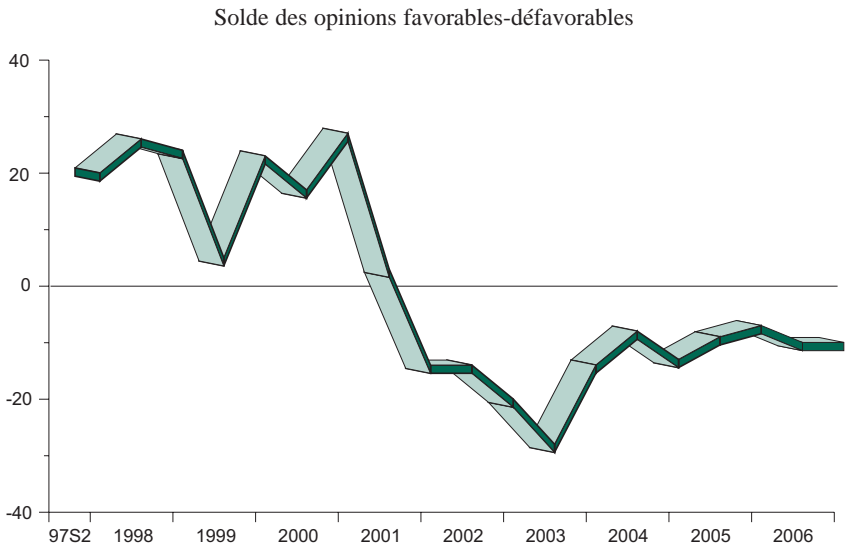
Cette évolution défavorable des effectifs est spécifique au département des Vosges. En effet, la situation de l'emploi au niveau régional paraît positive avec un solde à l'équilibre pour la première fois depuis plus de cinq ans.

L'investissement

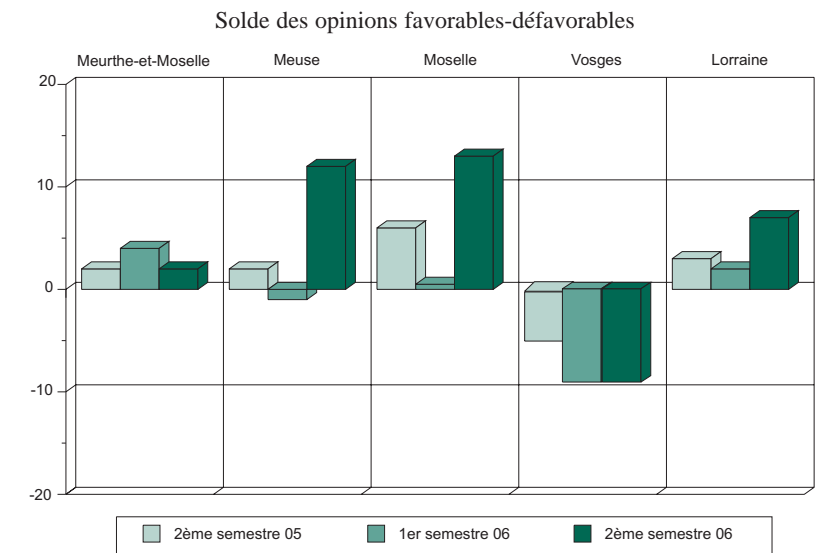
Les programmes d'investissements restent au même niveau qu'au premier semestre avec une réduction pour un quart des répondants. Les projets s'accroissent dans une moindre proportion pour 20 % des entreprises.

A l'instar de l'emploi, le taux de croissance de l'investissement dans les Vosges est en dessous de l'équilibre et nettement en retrait par rapport à la moyenne lorraine où le solde d'opinions s'est redressé.

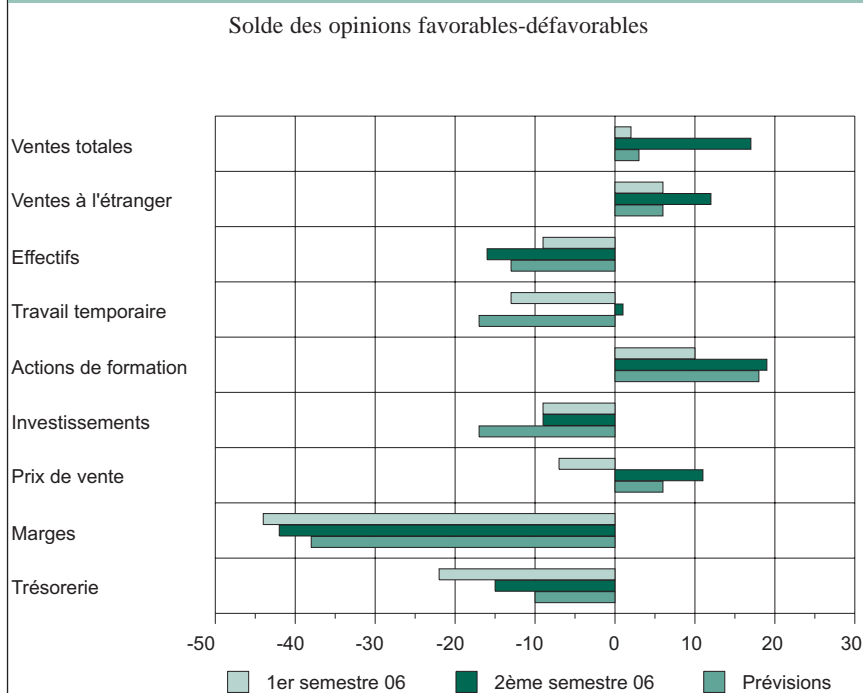
Evolution de l'investissement dans les entreprises vosgiennes



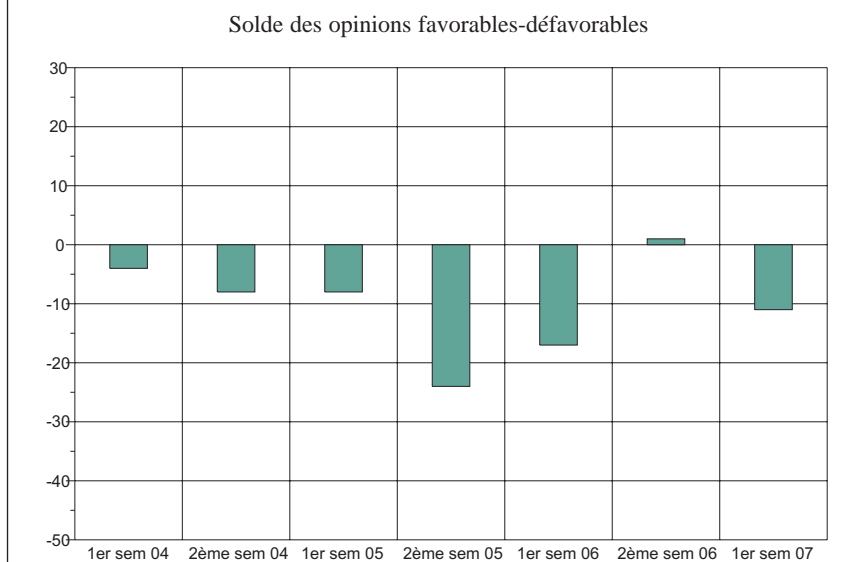
Evolution de l'investissement dans les départements lorrains



Baromètre des tendances actuelles et prévisionnelles à 6 mois des entreprises vosgiennes



Perspectives d'évolution à 6 mois de l'environnement général des entreprises vosgiennes



Prévisions à 6 mois

Les prévisions formulées par les chefs d'entreprise pour le premier semestre 2007 sont légèrement moins optimistes : 23 % des entreprises anticipent une reprise plus soutenue de l'activité en France et 27 % à l'export contre une réduction respectivement pour 22 % et 21 % des répondants.

Les chefs d'entreprise retiennent également dans leurs prévisions une nouvelle réduction des programmes d'équipement mais une moindre dégradation des ratios financiers et toujours un effort soutenu dans le domaine de la formation.

L'emploi permanent et le travail temporaire sont prévus à la baisse. En effet, 9 % des répondants envisagent d'embaucher du personnel supplémentaire contre une réduction pour 20 % des entreprises (respectivement 13 % et 29 % pour l'intérim).

Les perspectives générales (opinions sur l'environnement économique des entreprises) se sont infléchies.

Une entreprise sur trois s'attend à une évolution défavorable du climat économique contre 23 % d'avis favorables. Cette situation suggère que la reprise devrait décélérer dans les six mois à venir.

Résultats par secteurs d'activité

Le niveau d'activité

Pour l'ensemble des secteurs, la situation marque une nette amélioration ou un maintien à un haut niveau. Le rythme de croissance dans le BTP demeure élevé et progresse davantage pour trois établissements sur quatre. Le secteur industriel enregistre également une croissance continue du niveau d'activité avec 46 % d'avis favorables contre un recul pour 17 %. Le solde d'opinions gagne 14 points par rapport au semestre précédent. Après trois semestres de stagnation, le niveau d'activité retrouve une orientation positive dans le secteur commercial. Les services enregistrent une nette progression pratiquement équivalente à la précédente mesure.

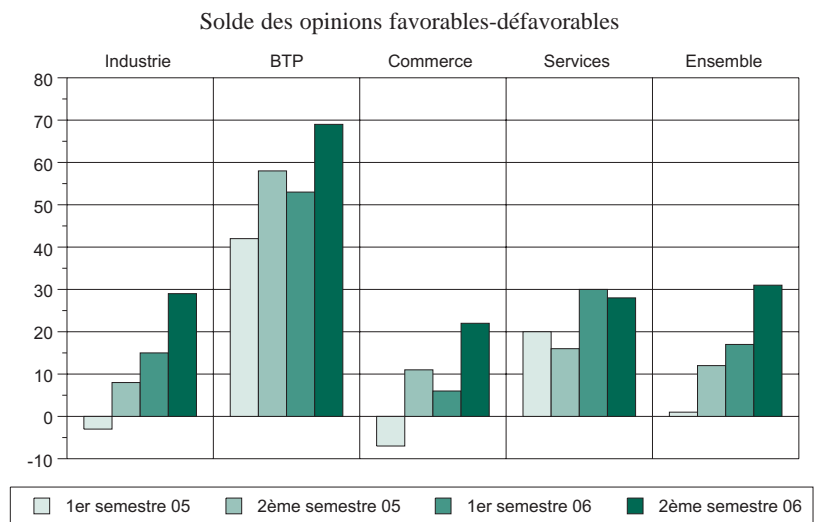
L'emploi

La réduction globale des effectifs trouve son origine dans une baisse marquée de l'emploi dans l'industrie. En effet, la tendance s'est inversée par rapport à juin 2006 dans 28 % des entreprises industrielles contre une hausse pour seulement 9 %. Le solde de l'emploi est positif dans le BTP et le commerce avec toutefois une stabilité observée dans plus de trois établissements sur quatre. L'évolution des effectifs dans les services paraît légèrement plus favorable et se rapproche de l'équilibre.

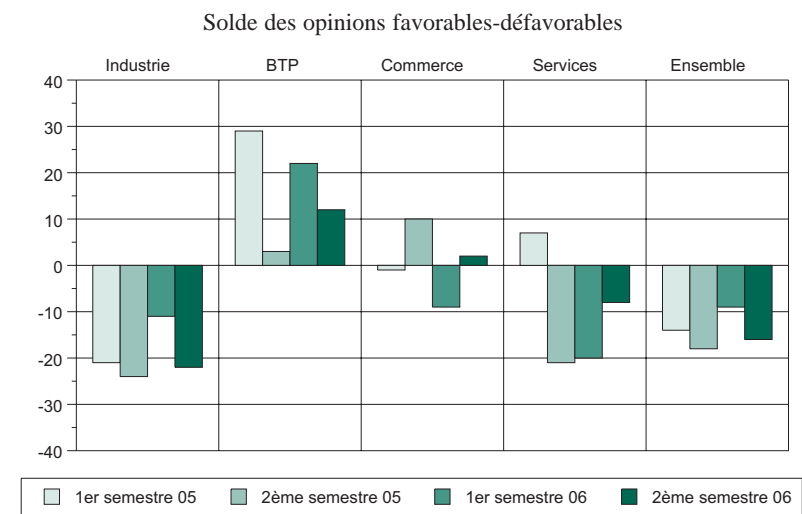
L'investissement

Globalement, les programmes d'investissement sont jugés légèrement inférieurs à la normale depuis plus de cinq ans. Toutefois, les évolutions par secteurs sont contrastées avec une progression dans les services, le commerce et le BTP. A l'inverse, la réduction des projets perdurent dans l'industrie et affecte un tiers des entreprises.

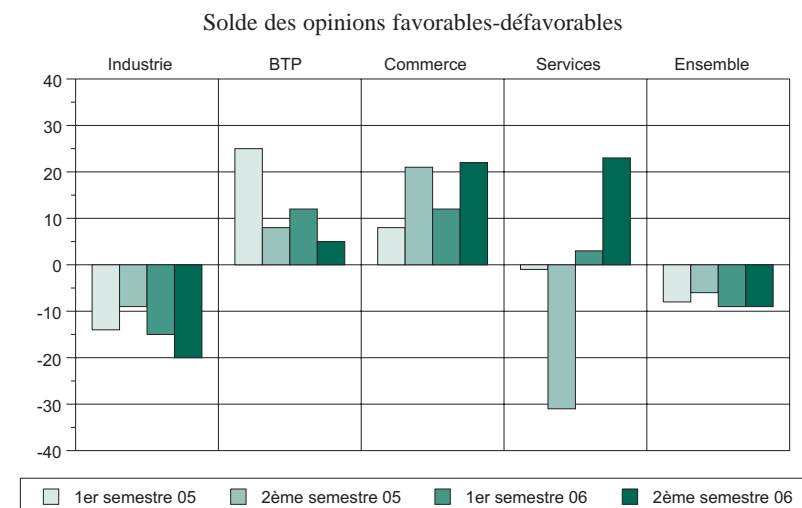
Niveau d'activité des entreprises vosgiennes



Evolution de l'emploi dans les entreprises vosgiennes

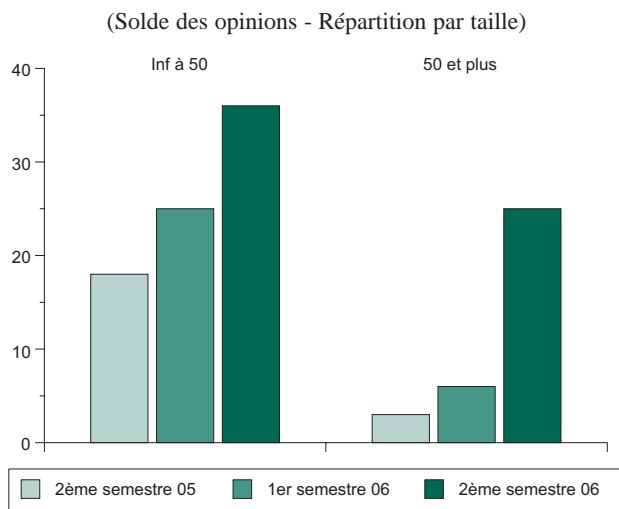


Evolution de l'investissement dans les entreprises vosgiennes



Résultats par tranche d'effectifs

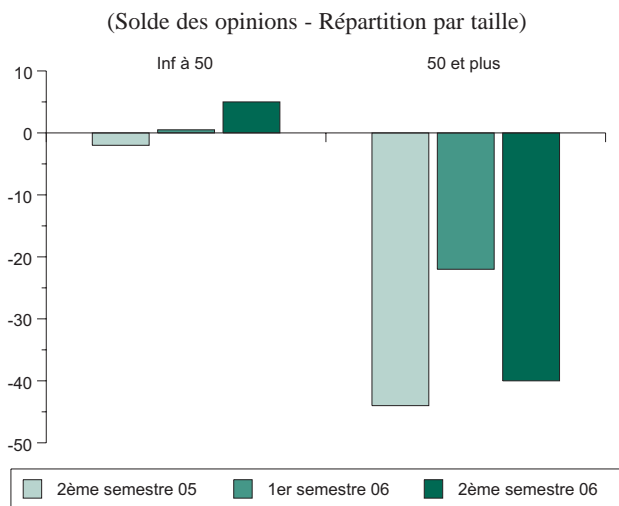
Le niveau d'activité des entreprises vosgiennes



Le niveau d'activité

Le niveau d'activité est jugé plus satisfaisant dans l'ensemble des établissements. La progression paraît plus sensible dans les unités de moins de 50 salariés grâce à une hausse sensible des avis favorables (46 % contre 40 % six mois auparavant). L'amélioration de l'activité est également perceptible dans 47 % des grands établissements contre seulement 34 % au premier semestre 2006.

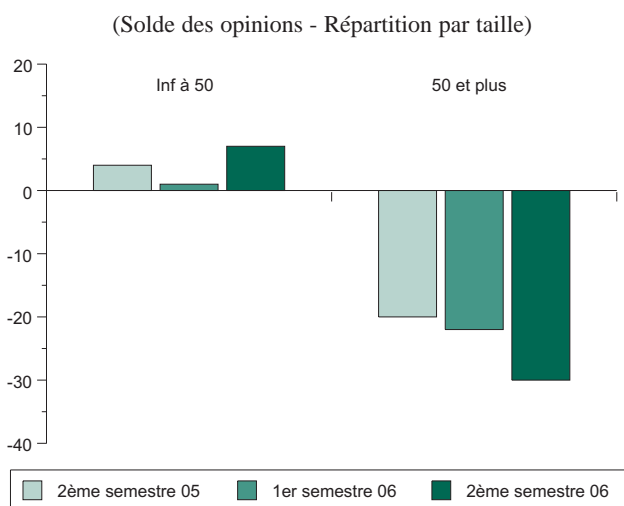
L'emploi dans les entreprises vosgiennes



L'emploi

La réduction des effectifs est sensible dans les entreprises de 50 salariés et plus avec une baisse qui s'accroît et touche actuellement 38 % des répondants contre seulement 31 % en juin 2006. A l'inverse, l'accroissement de l'emploi dans 15 % des établissements de moins de 50 salariés (+3 points par rapport à la précédente observation) a permis d'atteindre un solde légèrement positif.

L'investissement dans les entreprises vosgiennes



L'investissement

La relative stabilité d'ensemble des programmes d'investissement est fortement contrastée par tailles d'entreprise. On constate un engagement positif des projets dans les entreprises de moins de 50 salariés ; les avis favorables sont signalés par 27 % des répondants contre une baisse pour 22 % six mois auparavant. A contrario, la réduction des investissements touche 36 % des établissements de plus de 50 salariés.

L'attractivité de la future ligne TGV Est Européen

L'enquête a cherché à évaluer l'impact de la mise en service de la ligne à Grande Vitesse ferroviaire Est-européenne (LGV Est) en juin 2007, d'une part sur la fréquence des déplacements des salariés lorrains vers la région parisienne et, d'autre part, sur le développement de l'activité des entreprises et son territoire.

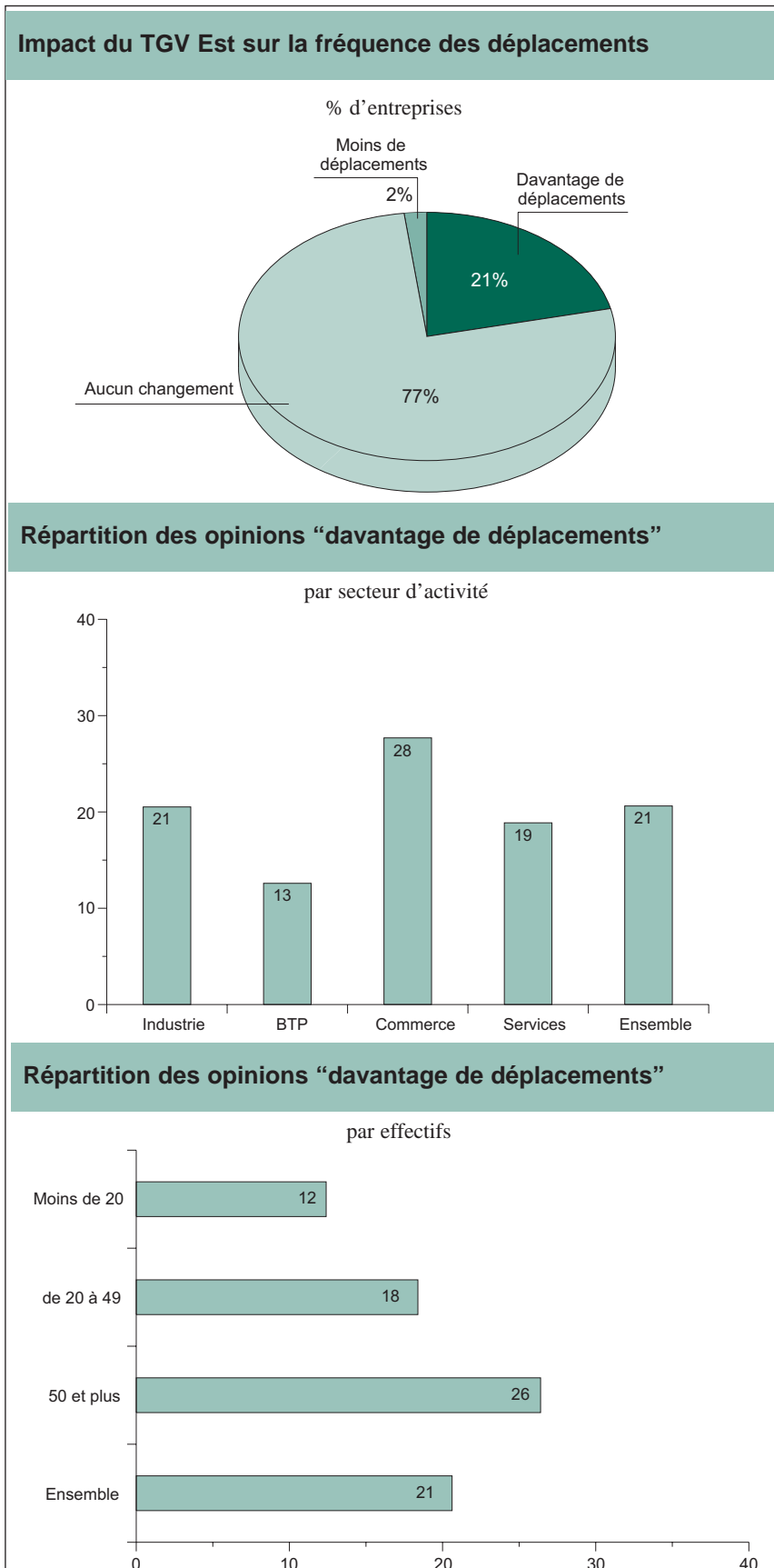
Trois entreprises sur quatre considèrent que l'arrivée du TGV EST n'aura aucune incidence sur le nombre de déplacements des salariés de la Lorraine vers l'Ile-de-France. A l'inverse 21 % des répondants estiment que la mise en place du TGV induira davantage de mobilité. Seuls 2 % des répondants anticipent une baisse de leurs déplacements.

La répartition par secteurs révèle une plus forte proportion d'établissements du commerce (28 %) qui envisage d'accroître ses déplacements contre seulement 13 % des entreprises du BTP.

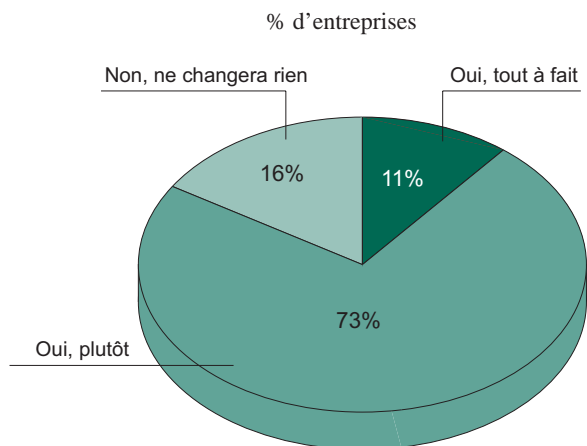
Les déplacements seront plus fréquents dans les établissements de 50 salariés et plus (26% des réponses).

La nature de l'établissement est également un élément discriminant puisque 24 % des entreprises indépendantes prévoient une augmentation de leurs déplacements contre 18 % pour les unités filiales d'un groupe.

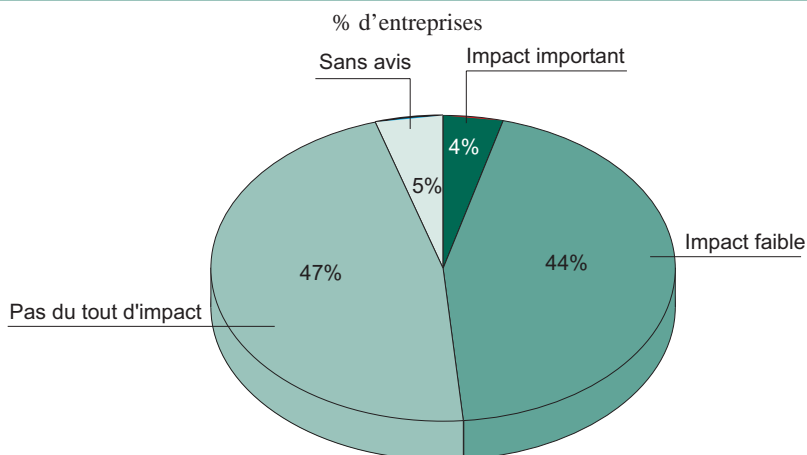
Cette répartition est à l'opposé de la mesure effectuée sur le plan régional.



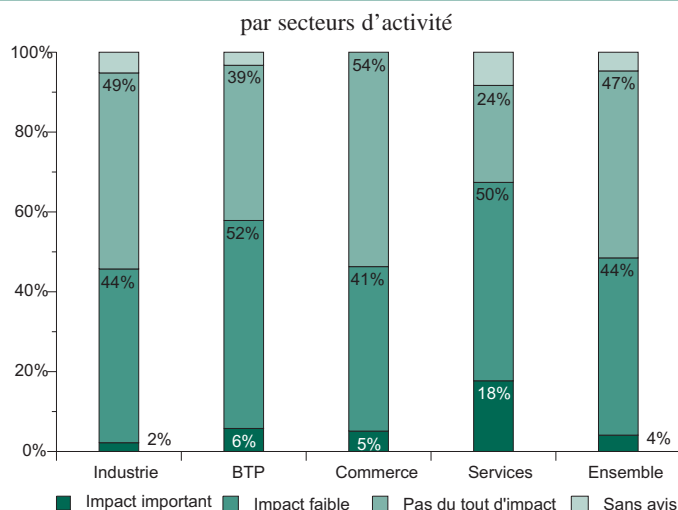
Impact du TGV Est sur le dynamisme économique de la Lorraine



Impact du TGV Est sur l'activité des entreprises



Impact du TGV Est sur l'activité des entreprises



Outre la baisse considérable du temps de parcours, l'arrivée du TGV est perçue comme un élément favorisant le dynamisme économique de la Lorraine par plus de 80 % des entreprises (11 % des répondants en sont absolument convaincus). Seule une faible proportion (16 %) considère que cette nouvelle infrastructure n'aura aucun impact sur le développement du territoire.

Les avis paraissent plus réservés concernant l'impact sur l'activité même de l'entreprise. En effet, seulement 4 % des répondants déclarent que le TGV Est aura un impact important sur l'activité de leur entreprise ; 44 % estiment l'impact faible et 47 % ne prévoient aucune retombée.

Ce sont les secteurs du BTP et des services qui anticipent un impact plus important sur l'activité de leur entreprise.

Parmi les impacts importants fréquemment cités par les chefs d'entreprise, on relève le gain de temps engendré par la rapidité des liaisons non seulement vers la région parisienne mais également vers la zone frontalière, le développement du tourisme dans les Vosges et l'accroissement de l'investissement immobilier.

Les entreprises qui considèrent que l'impact est neutre l'explique par la spécificité de leur activité sans lien avec ce mode de transport, la localisation de la clientèle essentiellement régionale, voire de proximité et l'éloignement des gares desservies.

L'ingénierie financière

La question du financement est au coeur de la vie de l'entreprise, que ce soit au moment de la création pour la constitution du capital, en phase de développement pour les investissements ou au moment de la cession/transmission.

L'objectif de cette thématique est de mesurer les pratiques des entreprises en matière de recours à différents types de financement, d'identifier les principaux obstacles et d'évaluer les besoins dans ce domaine.

Les différents types de financement et leurs finalités

Les chefs d'entreprise ont utilisé en 2006 plusieurs types de financement dont quatre sont privilégiés par plus d'une entreprise sur quatre :

- le crédit bail et le découvert ou crédit de caisse pour plus de 48 % des réponses,
- l'emprunt à plus de 3 ans (36 %),
- l'escompte et l'affacturage (27 %)
- l'emprunt à moins de 3 ans (24 %).

Viennent ensuite pour une part inférieure à 20 % :

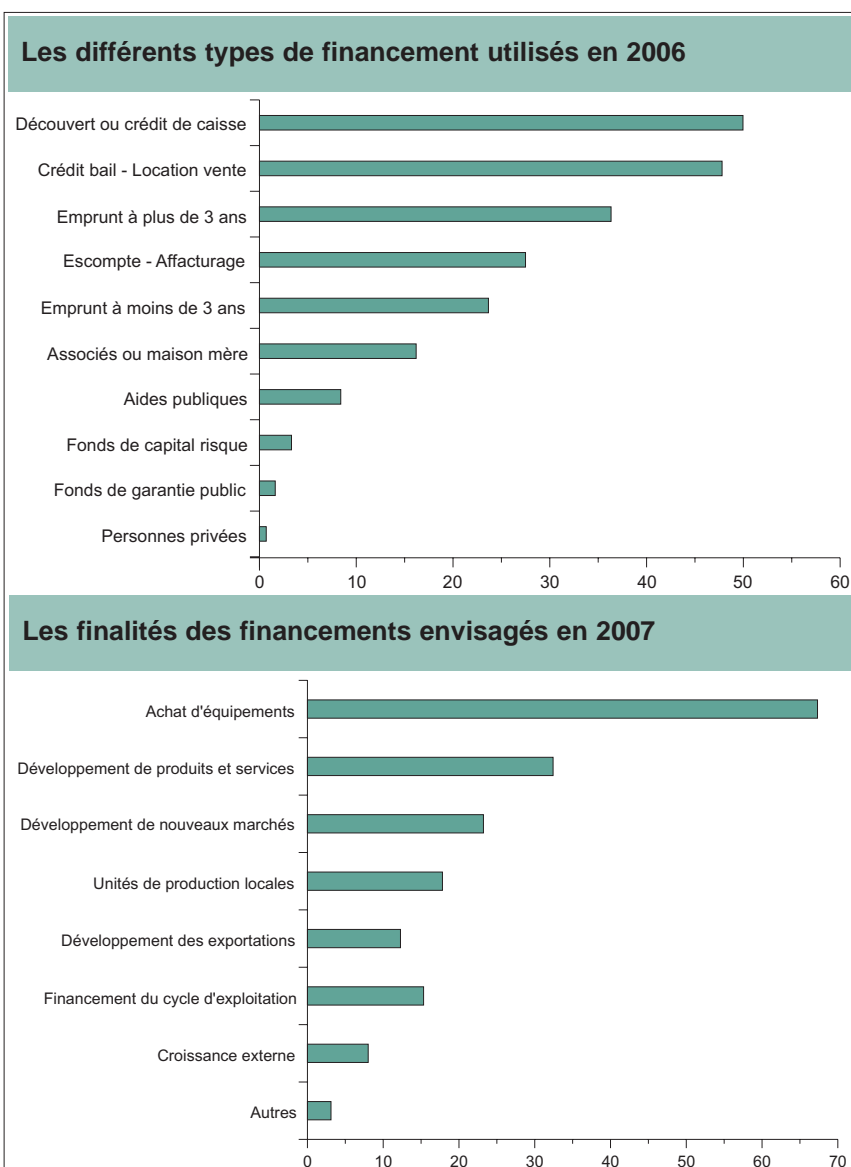
- les associés (16 %),
- les aides publiques (8 %).

D'autres types de financement sont très peu utilisés (moins de 2 %) : la prise de participation par des fonds de capital risque, les fonds de garantie publics et l'augmentation de capital réservée à des personnes privées.

Les chefs d'entreprise envisagent également, en 2007, de recourir aux

mêmes types de financement selon pratiquement la même hiérarchie sauf pour les aides publiques qui concerneraient 15% des répondants contre 8% en 2006.

Les financements demandés seront affectés pour : l'achat d'équipement (67 % des réponses), le développement de produits et services (32 %), le développement de nouveaux marchés en France (23 %), l'acquisition d'unités de production ou locaux commerciaux (18 %), le financement du cycle d'exploitation (15 %), le



développement des exportations (12%) et la croissance externe pour 8 % des réponses.

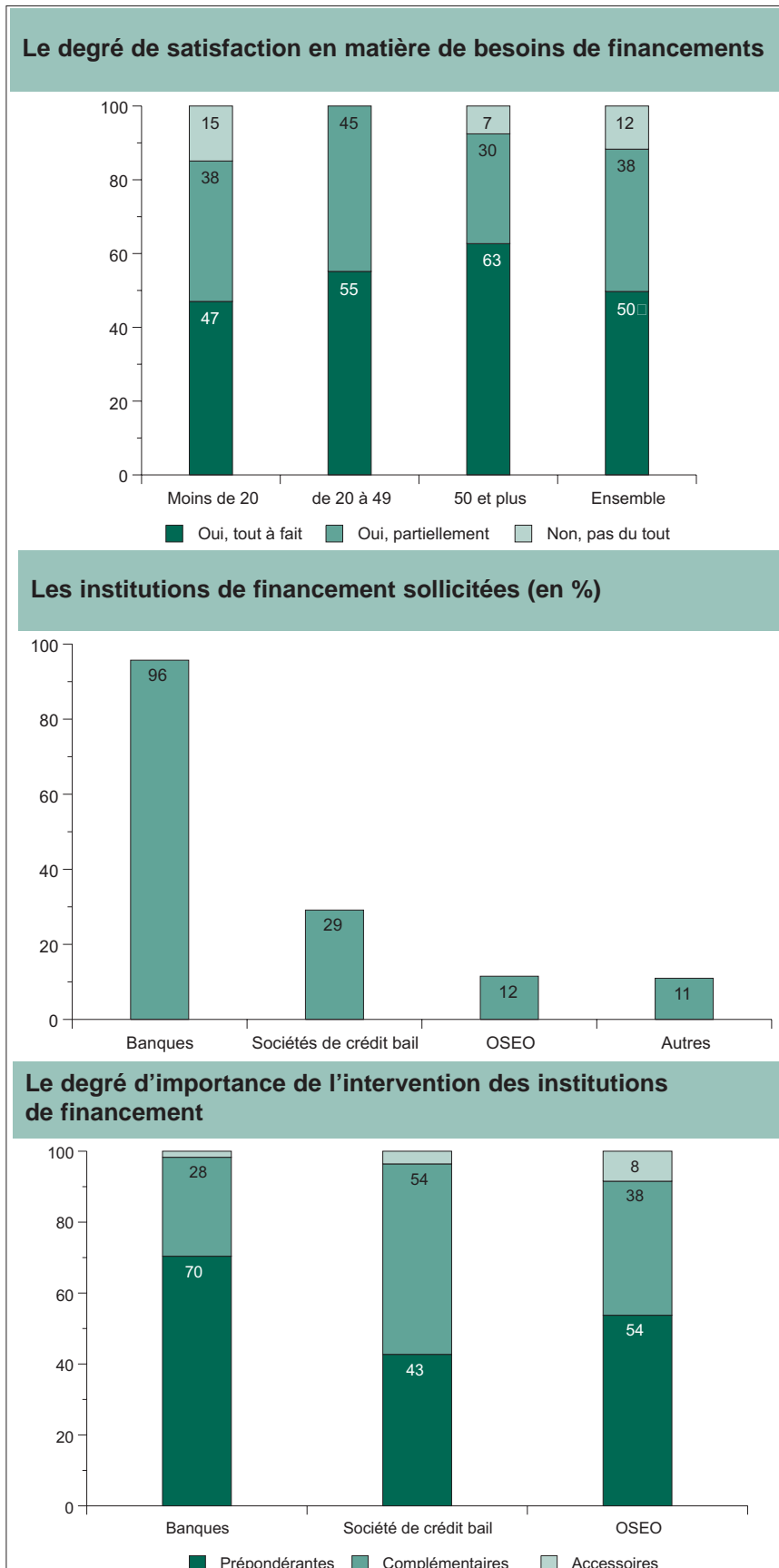
Globalement, les entreprises jugent que leurs besoins en matière de financement sont "tout à fait" ou "partiellement" satisfaits (respectivement 50 % et 38 % des répondants). Néanmoins, 12 % des dirigeants affirment que leurs besoins de financement ne sont pas du tout satisfaits. Cette proportion atteint 15 % dans les établissements de moins de 20 salariés

Les institutions de financement et le degré d'importance de leurs interventions

Plus de neuf entreprises sur dix s'adressent à une ou plusieurs banques pour obtenir des financements.

Les sociétés de crédit-bail sont sollicitées par 29 % des entreprises et OSEO Anvar, Bdpme, Sofaris par 12 %. D'autres organismes de financement spécialisés ont également été contactés en 2006 par moins de 2 % des répondants, parmi lesquels : SADEPAR, des sociétés de capital risque privées, EUREFI (Europe Régions Financement), le réseau des PFIL (Plateforme d'Initiative Locale), l'ILP (Institut Lorraine de Participation) et la Caisse des dépôts.

L'intervention des banques est jugée prépondérante pour le financement de l'activité par 70 % des chefs d'entreprise contre 43 % pour les sociétés de crédit bail et 54 % pour OSEO. L'action de cette dernière institution est plutôt considérée comme complémentaire au niveau régional par plus de 40% des répondants.



Le recours aux aides publiques

Entre 2004 et 2006, 30 % des entreprises ont eu recours à des aides publiques. Cette proportion s'élève à une entreprise sur deux dans le secteur industriel, un quart dans le BTP et le commerce et seulement 16% des entreprises de services.

Le recours aux aides publiques est également plus fréquent dans les entreprises de plus de 20 salariés avec 40 % d'adhésion contre seulement 27 % pour les petits établissements.

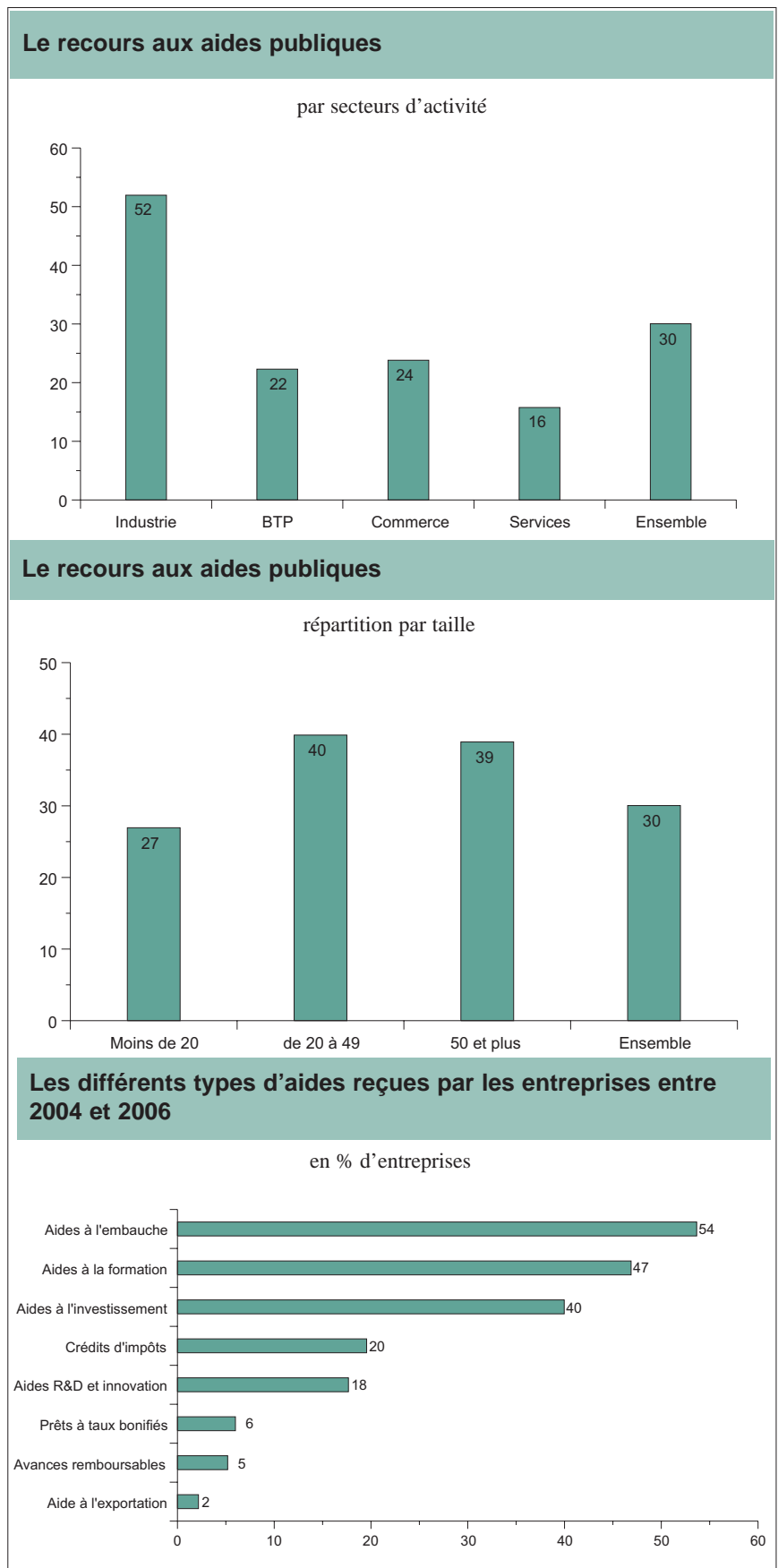
Parmi les aides demandées, trois sont davantage sollicitées par plus d'une entreprise sur trois :

les aides directes à l'embauche (54% contre 37% en Lorraine), les aides directes à la formation (47% contre 33%) et les aides à l'investissement matériel (40% des réponses contre 48%). On trouve ensuite :

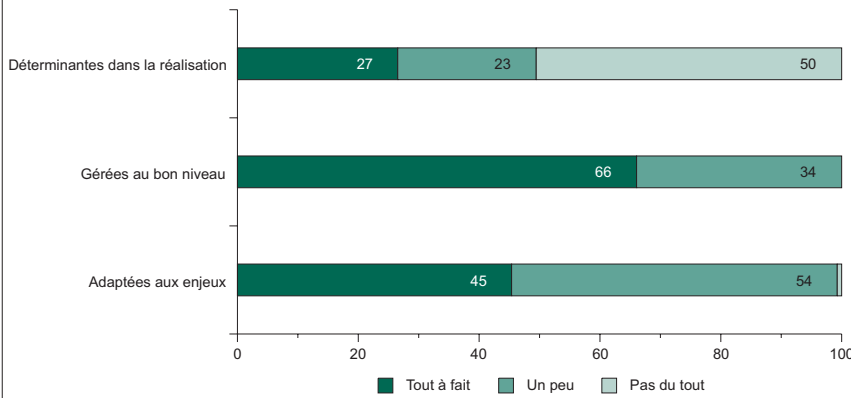
- les crédits d'impôts, allègements fiscaux (20%),
- les aides à la R&D et à l'innovation (18%),
- les prêts à taux bonifié (6%),
- les avances remboursables (5%)
- et les aides directes à l'exportation (2%).

Ces aides reçues sont considérées par une large majorité d'entreprises (66 %) comme gérées au bon niveau (régional, national, communautaire). Elles sont également adaptées aux principaux enjeux de développement des entreprises pour 45% des dirigeants et déterminantes dans la réalisation du projet (27 %).

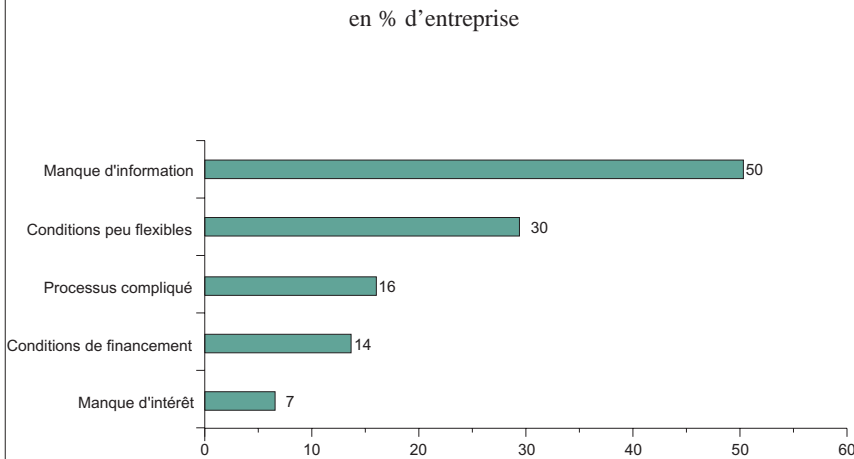
Les raisons évoquées par les chefs d'entreprise pour ne pas recourir aux aides (70 %) sont par ordre d'importance :



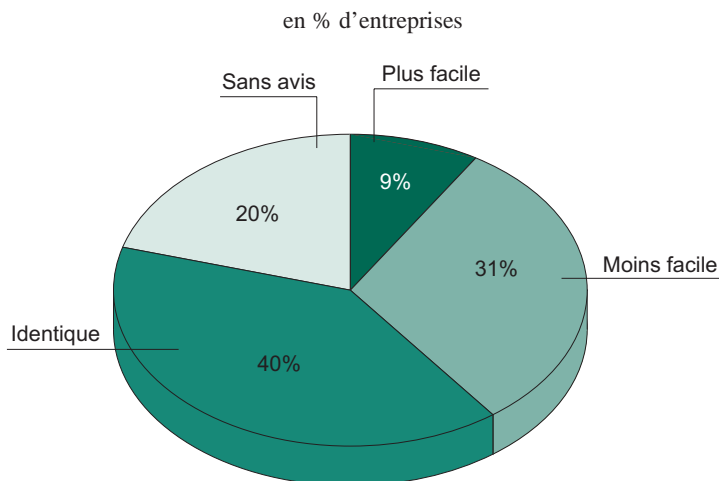
L'opinion des chefs d'entreprise sur les aides reçues



Les principales raisons évoquées pour le non recours aux aides



Les facilités d'obtention d'un prêt bancaire



- le manque d'information sur les aides (50% en moyenne mais 61 % dans les services)
- les conditions peu flexibles (29%)
- le processus de demande trop compliqué (16% mais 40 % dans l'industrie)
- les conditions de financement peu attractives (14%)
- le manque d'intérêt (7%).

Les relations des entreprises avec les Banques

Par rapport aux années précédentes, près d'un chef d'entreprise sur dix affirme qu'il est plus facile aujourd'hui d'obtenir un prêt bancaire.

40% des répondants considèrent la situation inchangée tandis que 31 % déclarent qu'il est moins facile d'obtenir un prêt.

Les principales raisons évoquées d'un accès moins aisé aujourd'hui au crédit sont l'exigence croissante des institutions de crédit de fournir des garanties importantes (71 %), l'utilisation de critères encore plus restrictifs (46 %) et la demande croissante d'informations sur l'entreprise (46%).

Viennent ensuite : l'éloignement du centre de décisions (31%), les lenteurs des procédures d'octroi du prêt (31%) et le niveau plus élevé des taux d'intérêt (20%).

Dans les trois prochaines années, 10% des dirigeants d'entreprise pensent devenir clients d'une banque située dans un autre pays contre 15% au niveau régional.

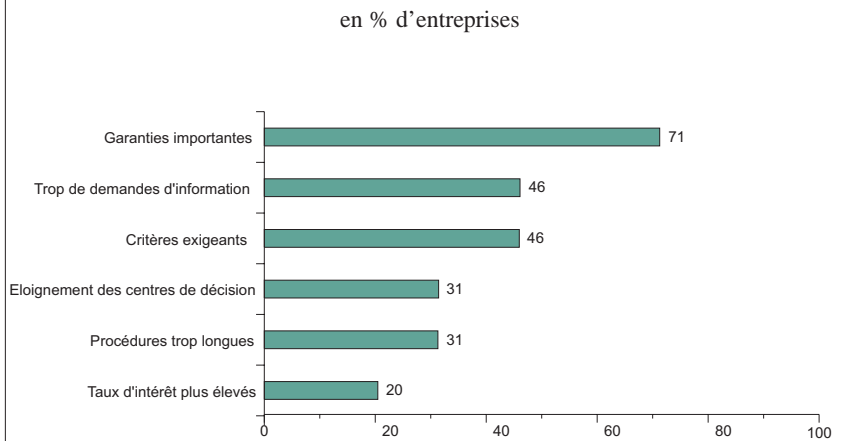
Cette possibilité est déjà adoptée par 4 % des répondants mais rejetée par 61 %.

La stratégie financière des entreprises dans les trois prochaines années.

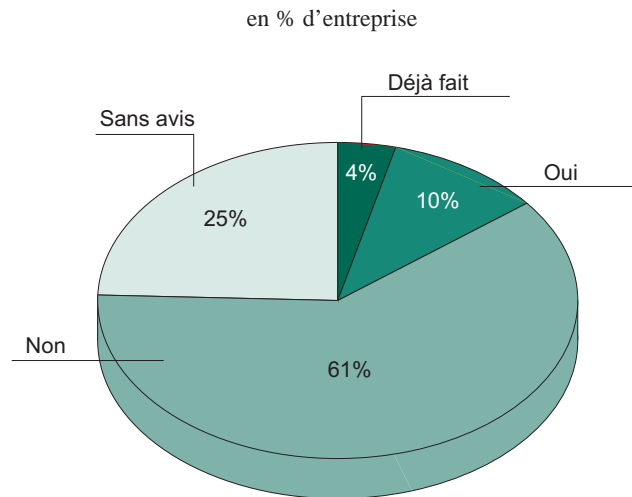
Les chefs d'entreprise projettent d'utiliser plusieurs leviers financiers dans les mois à venir. Ils privilégient en premier :

- la réduction du poids des frais financiers (35% des réponses)
- la réduction du poids du crédit inter-entreprise (30%)
- l'augmentation des fonds propres par autofinancement (22%)
- le recours à l'endettement auprès d'organismes financiers (16%)
- les cessions d'actifs (13%)
- l'ouverture du capital à un partenaire industriel (12%)
- le recours à des aides publiques (10%)
- l'augmentation des fonds propres par apport personnel (7%)
- l'ouverture du capital à un partenaire financier (2%)
- l'accès aux marchés boursiers (2%)
- et l'ouverture du capital aux salariés (2%).

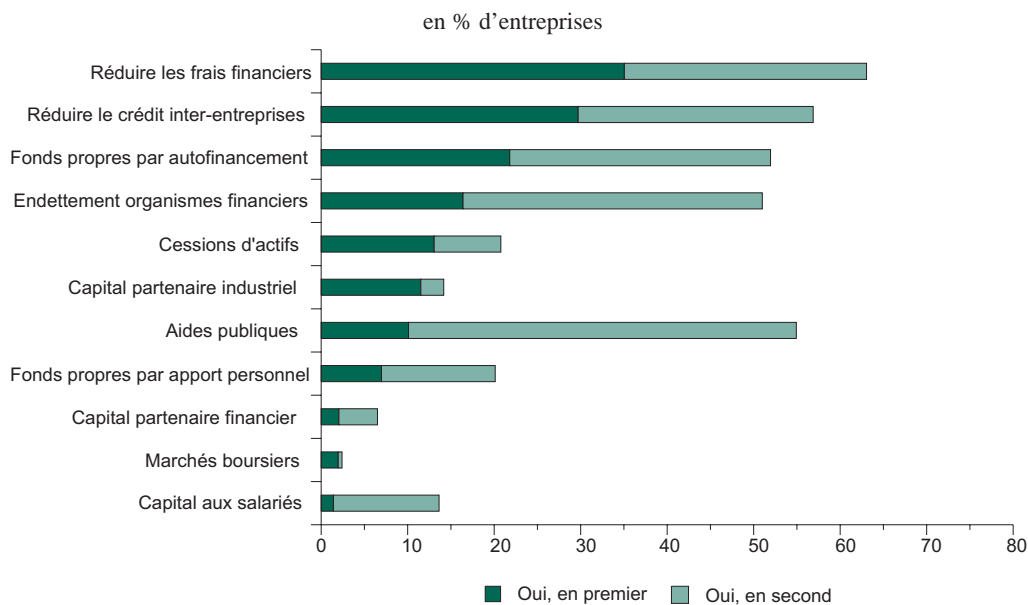
Les principales difficultés d'obtention d'un prêt bancaire



Les intentions de devenir client d'une banque d'un autre pays



Les projets financiers des entreprises



La Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Lorraine
et la Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges remercient les 188 chefs d'entreprises
qui ont bien voulu répondre à l'enquête et ont ainsi contribué
à l'établissement de ce baromètre de conjoncture.

Ce document est adressé à toutes les entreprises répondantes du panel.

Reproduction autorisée sous réserve de l'indication des sources fournies
et de l'Observatoire Des Entreprises de Lorraine (ODEL)
de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Lorraine